

La crise énergétique et les mesures mises en place

Les raisons de l'augmentation du prix du gaz dans l'UE

Le rôle de la Russie

- Gazprom a limité ses exportations au respect de ses obligations contractuelles à partir de l'été 2021.
- Gazprom n'a pas rempli ses capacités de stockage dans l'UE, ce qui exacerbe les risques de déséquilibre en hiver
- La volonté de l'UE de réduire ses importations d'énergie en provenance de la Russie en raison de la guerre en Ukraine.

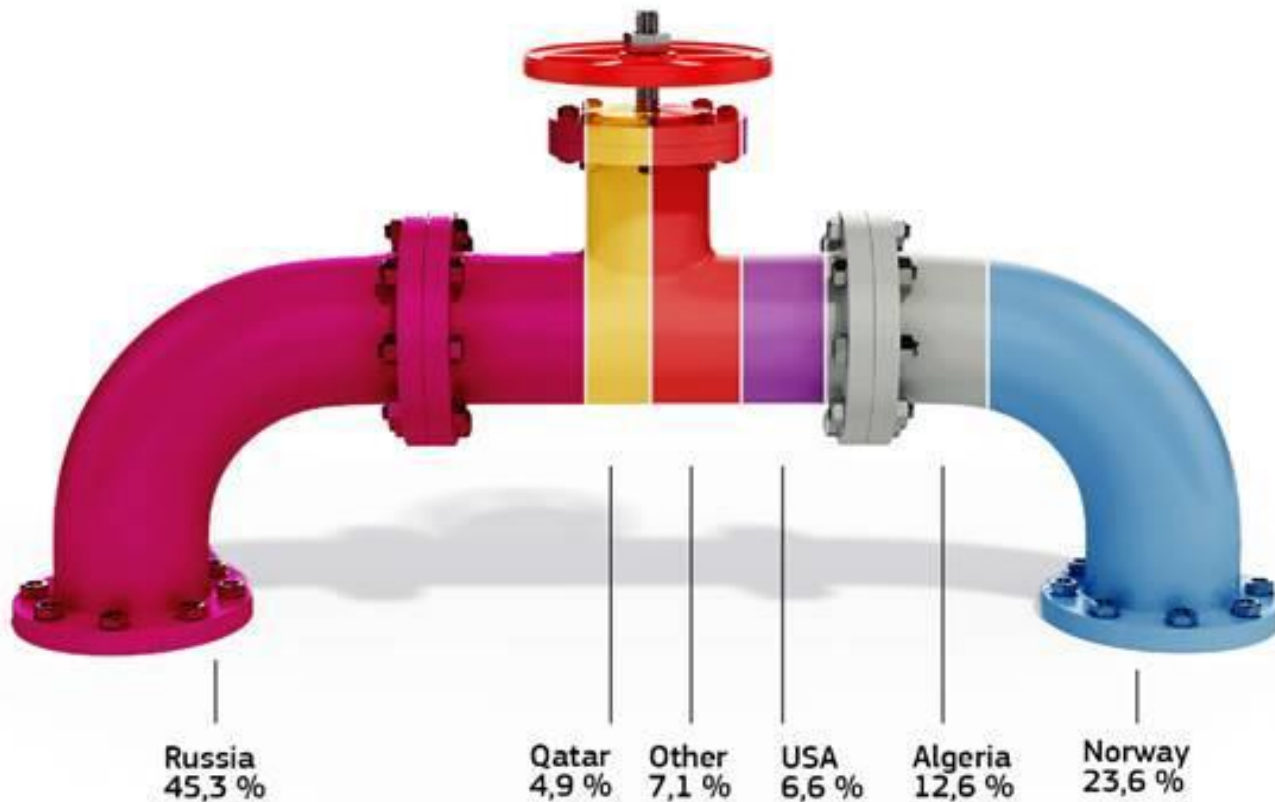
Alternatives au gaz russe

- La concurrence pour le GNL avec l'Asie dans un contexte serré
- Les importations par gazoduc en provenance d'Algérie, d'Iran et d'Azerbaïdjan ne parviennent pas à compenser la baisse des importations en provenance de la Russie.

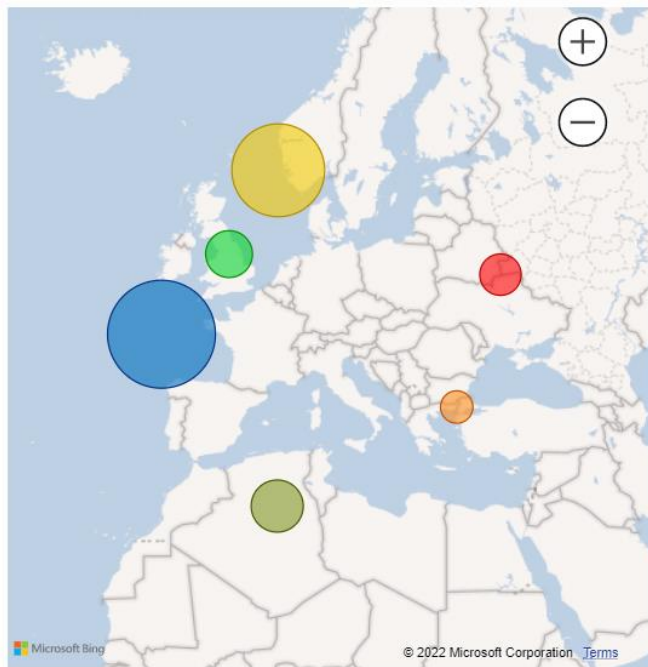
Dans quelle mesure la conception du marché européen est-elle en jeu ?

- La volatilité est un moyen d'attirer le gaz d'autres régions (notamment le GNL).
- Mais l'indexation des contrats à long terme sur les marchés à court terme a amplifié l'effet de la flambée des prix du gaz sur les hubs.

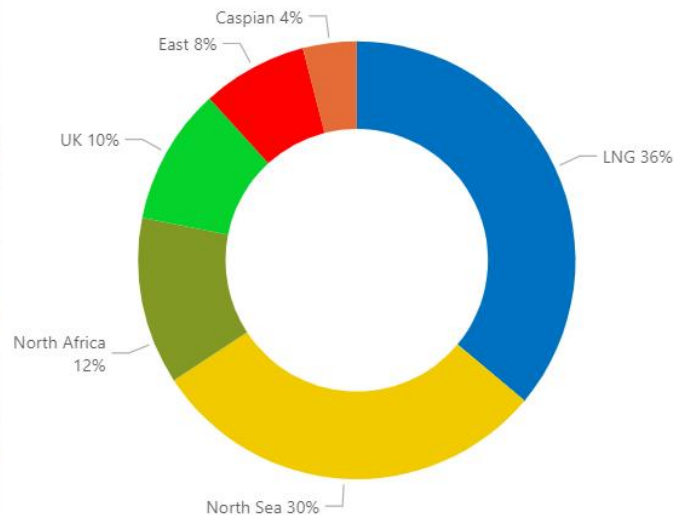
Part dans les importations de gaz naturel de l'UE en 2021



Part des importations de gaz naturel de l'UE au cours du dernier trimestre de 2022



Corridor ● Caspian ● East ● LNG ● North Africa ● North Sea ● UK



Note: from 12 August 2022 there are missing data for some IPs. Result: a reduction of less than 5% of total LNG and less than 1% of total flows from the East corridor.

Les raisons de l'augmentation du prix de l'électricité dans l'UE

Les prix de gros ont été multipliés jusqu'à 7 fois d'une année sur l'autre.

La conception du marché dans l'UE joue un rôle central aux échanges d'électricité :

- Principe de la tarification au coût marginal sur les marchés spot
- Des liens forts entre les marchés nationaux grâce au " couplage des marchés ".
- Le gaz a souvent été marginal, ce qui a fait grimper les prix au niveau continental.

À partir d'octobre 2021, la Commission européenne a demandé à l'ACER d'analyser le fonctionnement du marché de l'UE. L'ACER a publié ses conclusions en avril 2022.

- La conception actuelle garantit un approvisionnement en électricité efficace et sûr dans des conditions de marché relativement "normales".
- L'ACER considère que cela a permis d'éviter les réductions et les coupures de courant.
- Principales recommandations : faire attention aux "mesures d'urgence mal conçues", mais protéger les consommateurs contre une volatilité excessive et agir sur les signaux à long terme.

Évolution des prix de l'électricité dans l'UE



La réponse de l'UE sur le gaz

- **La Commission européenne a publié sa proposition législative sur le stockage de gaz le 23 mars 2022.**
- Cette proposition modifie deux règlements existants sur la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et l'accès aux réseaux de transport de gaz naturel. Les mesures prévues comprennent des obligations de remplissage des installations de stockage de gaz, des trajectoires de remplissage et la certification des opérateurs de sites de stockage. Ce règlement est entré en vigueur le 1er juillet 2022, dans le cadre d'une procédure d'urgence.
- **La Commission a adopté des mesures supplémentaires, ciblant la demande de gaz : Règlement du Conseil relatif à des mesures coordonnées de réduction de la demande de gaz**
- Afin de renforcer la sécurité de l'approvisionnement, les États membres sont parvenus à un accord politique sur une réduction volontaire de la demande de gaz naturel cet hiver de 15 % par rapport à leur consommation moyenne des cinq dernières années, entre le 1er août 2022 et le 31 mars 2023
- **A noter que les deux règlements ont été adoptés selon des procédures accélérées, dont l'une au moins excluait totalement le Parlement européen.**

La réponse de l'UE sur le gaz

- **La Commission a publié le 18 octobre 2022 une nouvelle proposition de règlement du Conseil prévoyant des mesures pour « Renforcer la solidarité par une meilleure coordination des achats de gaz, des échanges transfrontaliers de gaz, et des références de prix fiables ».**

A noter parmi les principales mesures :

- La mise en œuvre pratique d'achats groupés de gaz, via un prestataire de services
- L'instauration d'un mécanisme de gestion de la volatilité excessive sur les marchés dérivés de l'énergie avec un prix plafond et un prix plancher
- L'objectif de créer une référence GNL
- L'instauration d'un mécanisme de correction du marché, en cas de violente flambée des cours pour le gaz.
- L'adoption de règles de solidarité par défaut et leur application aux capacités de GNL et non pas uniquement aux Etats interconnectés.

La réponse de l'UE en matière d'électricité

- **Le règlement du Conseil sur une intervention d'urgence pour faire face aux prix élevés de l'énergie a été adopté le 6 octobre 2022.**

1. Réduire la consommation d'électricité

- des mesures volontaires visant à réduire de 10 % la consommation globale d'électricité dans l'UE d'ici à la fin mars 2023
- obligation pour les pays de l'UE de réduire leur consommation d'au moins 5 % pendant les heures de pointe

2. Plafonnement des revenus des producteurs d'électricité

- Plafonnement des revenus : 180 euros par MWh (mégawattheure) pour les entreprises produisant de l'électricité à faible coût d'exploitation à partir d'énergies renouvelables, du nucléaire ou du lignite.

3. Assurer une contribution de solidarité des entreprises de combustibles fossiles

Bouclier tarifaire français pour atténuer l'impact sur les consommateurs

- Le gouvernement français a décidé, à **partir d'octobre 2021**, d'utiliser **plusieurs mesures d'atténuation pour protéger les consommateurs résidentiels**.

La principale annonce a été le "**bouclier tarifaire**" qui s'est traduit par **une réduction de la fiscalité énergétique applicable au secteur de l'électricité et du gaz**.

Le gouvernement a annoncé une augmentation du **chèque énergie** pour les ménages les plus modestes.

- **Mi-septembre 2022**, Le Premier ministre a annoncé **une limitation de la hausse prévisible des tarifs réglementés de vente du gaz à 15% en 2023**. En ce qui concerne l'électricité, le gouvernement a annoncé **une limitation à 15% de l'augmentation des tarifs de l'électricité en 2023**.

Un chèque énergie exceptionnel de 100 à 200 euros pour les 12 millions de ménages les plus pauvres a également été annoncé, pour un coût de 1,8 milliard d'euros.

Le Plan français d'économies d'énergie

- Le **Plan français d'économies d'énergie** est composé de quatre engagements et de 16 actions à mettre en œuvre par toutes les entreprises.
- Les 16 actions générales, organisationnelles et opérationnelles, **visent à atteindre l'objectif de réduction de 10 % de la consommation à court terme.**
- Elles visent la réduction des déchets (éco-gestes, baisse du chauffage et de l'éclairage), l'efficacité énergétique (changement de matériel, dispositifs de pilotage, énergies renouvelables), la mobilité (réduction des déplacements en avion, incitation au transport durable) et le suivi des actions (réfèrent sobriété, plans).
- Toute entreprise peut souscrire à tout ou partie des 16 actions et documenter ses progrès sur une plateforme ad hoc.

Projet de loi sur l'accélération des énergies renouvelables

Ce projet de loi entend concilier l'amélioration de l'acceptabilité locale et l'accélération du déploiement des énergies renouvelables.

Il favorise le déploiement des énergies renouvelables tout en garantissant la protection de la biodiversité et en minimisant l'artificialisation des sols.

Le projet de loi s'articule autour de quatre piliers :

1. Procédures accélérées
2. Libérer les terrains nécessaires
3. Accélérer le déploiement de l'énergie éolienne en mer
4. Améliorer le financement et l'attractivité des projets d'énergie renouvelable

Plan d'extension de l'énergie nucléaire

Le président français Emmanuel Macron a annoncé en février 2022 :

- La construction de six réacteurs nucléaires EPR (European Pressurized Reactor) de nouvelle génération d'ici 2050
- La mise en service du premier EPR est prévue pour 2035
- La prolongation de tous les réacteurs qui peuvent l'être, au-delà de 50 ans si possible